

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Venezuela-Etats-Unis-des-relations-bilaterales-qui-se-degradent>

Venezuela - États-Unis, des relations bilatérales qui se dégradent

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : jeudi 9 octobre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Alejandro Blanca

[Risal](#)

[Texto en español](#)

Chávez accusé d'appuyer des réseaux terroristes

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/jpg/doc-69.jpg>] Hugo Chávez, terroriste islamiste ? Le président vénézuélien a qualifié de « répugnant » le reportage publié cette semaine par la revue étasunienne US News and World Report dans lequel on accuse son gouvernement d'entretenir des liens avec des terroristes islamistes et colombiens. Le vice-ministre des Affaires étrangères, Arévalo Méndez, a dénoncé, ce jeudi 2 octobre, le fait que ce dossier ait été publié dans le but d'envenimer les relations entre les deux pays.

L'auteur du reportage, la journaliste états-unienne Linda Robinson, a affirmé dans une émission radio de Caracas que son texte s'appuie sur des « sources qui travaillent directement sur le sujet » et envers lesquelles elle a « la plus haute confiance ». Robinson a admis que plusieurs fonctionnaires du Département d'Etat, des services de renseignements et du Pentagone, lui ont fourni des « preuves » permettant d'étayer de telles relations.

La publication du reportage coïncide avec le lancement, par le Conseil National Electoral (CNE) vénézuélien, des préparatifs devant mener à bien un référendum révocatoire contre Chávez, un référendum impulsé par la Coordination démocratique qui rassemble le patronat, des travailleurs, des médias privés, des partis politiques et des commerçants. Comme premier pas dans ce processus, le CNE a 20 jours pour élaborer la méthode de collecte de signatures nécessaires afin d'avaliser la consultation.

Pour le gouvernement Chavez, il est clair que les accusations de Robinson sont préméditées. Le vice-ministre des Affaires extérieures Méndez a dénoncé le fait que le reportage fait partie d'un « un plan international visant à envenimer les relations entre les deux pays. Nous sommes dans une situation politique où nous devons être extrêmement attentifs à ces relations ». Il a ajouté que, comme l'a déjà fait le président Chávez, le gouvernement demandera avec insistance aux Etats-Unis de clarifier la supposée collaboration de fonctionnaires de l'administration Bush dans l'élaboration du reportage. « C'est le gouvernement nord-américain qui doit s'expliquer lui-même et à l'opinion publique sur le contenu de ce document », a ajouté Méndez.

Ce dernier a également défendu l'attitude de Caracas dans le combat contre le terrorisme en soulignant que le Venezuela est à la tête des pays qui ont signé les accords régionaux antiterroristes et il a précisé qu'au cours des deux dernières années, les services de sécurité ont extradé vers la Colombie quelques 20 leaders guérilleros. Méndez a signalé que l'ambassadeur états-unien à Caracas, Charles Shapiro, se réunira dans les prochaines heures avec des membres de son ministère afin d'évaluer l'affaire.

De son côté, Chavez a mis au défi la revue US News and World Report d'apporter des preuve « ne serais-ce qu'à une seule de ces accusations cyniques, salissantes, dignes d'un dépôt d'ordures ».

Il a de nouveau nié que son gouvernement et les Forces armées nationales apportent une aide à des groupes de Colombie et du Moyen-Orient accusés de terrorisme. Le président a souligné le fait que l'article a été « quasi immédiatement » repris par les médias privés colombiens et vénézuéliens, qui, selon lui, « ont fait une festin avec cette chose répugnante ». Pour Chávez, il s'agit « d'un plan coordonné, d'une stratégie du terrorisme médiatique de l'extrême droite états-unienne, en collaboration avec des médias vénézuéliens et colombiens. ». Il a ajouté qu'avec

ce genre de publications, on cherche « à justifier quoi que ce soit : un assassinat du chef de l'État ; un coup d'État ou une invasion militaire états-unienne du pays ».

La probable participation de l'ambassade états-unienne dans le coup d'État civico-militaire du 11 avril 2002 n'a toujours pas été éclaircie bien qu'il existe des témoignages qui indiquent que des conseillers militaires de la représentation diplomatique ont été très proches des officiers putschistes. Chávez a invité Robinson à voyager au Venezuela afin qu'elle puisse vérifier sur place que les affirmations de ses sources ne sont pas véridiques.

Pour la revue hebdomadaire US, « Le Venezuela apparaît comme un axe potentiel du terrorisme dans l'hémisphère occidental ». Le reportage souligne que « Chavez a établi des liens étroits avec Fidel Castro et a des relations amicales avec certains des plus importants ennemis des Etats-Unis en voyageant dans l'Irak de Saddam Hussein et dans la Libye de Muhamar Khadafi. » La reporter, qui prétend avoir enquêté pendant deux mois, affirme avoir vu des documents d'identité vénézuéliens qui seraient octroyés à des étrangers issus d'autres pays parmi lesquels la Syrie, le Pakistan, l'Egypte et le Liban. Elle signale par ailleurs que le Venezuela est en train d'appuyer des groupes armés de l'opposition en Colombie (les Forces armées révolutionnaires de Colombie, FARC, et l'Armée de libération nationale, ELN) qui se trouvent dans la liste officielle des organisations terroristes dressée par les Etats-Unis.

Robinson indique que les Cubains (volontaires des brigades de santé et d'éducation qui travaillent au Venezuela) travaillent au sein de l'appareil paramilitaire et de renseignements du gouvernement chaviste. La journaliste met en exergue le peu de collaboration du gouvernement au moment où des fonctionnaires états-uniens ont recherché sur le territoire vénézuélien Diab Fatah afin de l'interroger sur les attentats terroristes du 11 septembre. Ce Diab Fatah aurait des liens supposés avec la mosquée de Sheik Ibrahim Abdul Aziz à Caracas, ce qui a concentré toute l'attention des enquêteurs états-uniens.

A Washington, les différentes agences de sécurité sont en train d'accorder un intérêt spécial au Venezuela. Roger Noriega, sous-secrétaire d'Etat pour l'Amérique latine, a déclaré que « Nous ne sommes pas des spectateurs désintéressés. N'importe quelle activité qui mine l'ordre démocratique ou menace la sécurité et le bien-être de la région entraîne une préoccupation légitime dans tous les pays voisins. »

Le général James Hill, chef du Commandement Sud des Etats-Unis, a indiqué que les liens « Chávez-terroriste » est connu depuis quelques temps. Il a affirmé que dans l'île de Margarita, situé dans la Mer des Caraïbes, des « cellules d'appui aux groupes Hamas, Hezbola, Al Qaeda et Islamiyya al Gammat » sont en activité, « des groupes qui récoltent des fonds à travers le blanchiment d'argent, le trafic de drogues et le commerce des armes ».

Les accusations de la revue US News and World Report ne doivent pas seulement inquiéter le gouvernement vénézuélien, mais aussi les pays voisins. Après tout, c'est avec des accusations similaires que l'on a mené à bien l'invasion anglo-états-unienne de l'Irak, un pays pétrolier...comme le Venezuela.

Traduction de l'espagnol : Ataulfo Riera, pour RISAL.

Article original en espagnol : ["Acusaciones de terrorismo contra Chávez enturbian las relaciones Venezuela-EU". Ciberoamerica.com, 02-10-03.](http://Ciberoamerica.com)

Photos : Hugo Chávez, le 23-08-03 - Venpres.